

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Session sur l'emploi

Les discours ou la lutte ?

A LA demande de trois partis (PS, PC, RPR) et avec l'assentiment de Giscard (malgré ses réserves) et de l'UDF, la session extraordinaire sur l'emploi aura lieu à 15 h mercredi. Assemblée nationale et Sénat seront réunis pour ce grand spectacle parlementaire.

La seule question qui se pose en ce qui concerne cette session « extraordinaire » est la suivante : qu'est-ce que les sidérurgistes, menacés de licenciement, peuvent en attendre ?

Un rappel nous aidera à tenter d'y répondre. Dans la première quinzaine d'octobre avait lieu à l'Assemblée nationale un débat sur le plan acier. Ce débat concernait aussi le sort des sidérurgistes de la Lorraine et du Nord. Ce plan fut finalement adopté. Fait significatif : une trentaine de députés avaient daigné participer aux débats.

En ce qui concerne la session extraordinaire de mercredi, certes, elle mobilisera beaucoup de députés en raison du caractère exceptionnel donné à l'événement par les uns et les autres. Certes, il y aura des discours éloquentes. Beaucoup de vérités sur la politique du pouvoir seront dites. Mais au-delà de ce jeu, de cette éloquence parlementaire, qui tiendront la vedette de ce mercredi, qu'est-ce qui sera changé ?

Giscard et Barre sont assurés d'avoir la majorité puisque le RPR qui crie bien fort contre le gouvernement votera pour lui. De ce côté-là, les jeux sont donc faits.

Mais, même si ce n'était pas le cas, même si la session sur l'emploi se soldait par un vote négatif pour le pouvoir, il est certain que ce dernier ne tiendrait aucun compte de ce vote. Barre a déjà dit qu'il n'acceptait pas de poser la question de confiance, ce qui témoigne bien du peu d'importance qu'il accorde sur le fond au vote des parlementaires.

C'est qu'en effet les décisions réellement importantes, celles qui conditionnent l'avenir des monopoles capitalistes français, ne se prennent pas à l'Assemblée ni au Sénat. Elles se prennent dans les hautes sphères dirigeantes de la bourgeoisie. Elles se prennent avec l'accord des monopoles capitalistes. Dans ces hautes sphères qui échappent aux aléas des votes parlementaires, la restructuration de la sidérurgie a été décidée et, pour le pouvoir, il ne fait pas de doute qu'elle aura lieu, quoi qu'il arrive mercredi. A moins que les sidérurgistes eux-mêmes, unis, mobilisés, se donnant dans l'action les moyens d'une riposte efficace, n'en décident autrement !

Quant à la session, elle a été acceptée par le pouvoir parce que, sur ce terrain, il ne craint rien. Bien au contraire, il espère, grâce à elle, désamorcer la lutte des sidérurgistes en braquant tous les feux sur les discours parlementaires. Mais les sidérurgistes, eux, ne l'entendent pas de cette oreille.

Henri MAZÉREAU

SFP : un tournant

L'assemblée générale de lundi a marqué un tournant dans la lutte. La poursuite de la grève y a été votée à une faible majorité contre la proposition de suspension de l'intersyndicale. Cette dernière organisait un nouveau vote ce mardi matin.



Lors d'une assemblée générale de la SFP.

Voir article page 3

Carter : mission impossible

AUJOURD'HUI mardi, après une ultime rencontre avec Begin Carter doit regagner les USA, en faisant escale en Egypte où il rencontrera une nouvelle fois Sadate à l'aéroport.

L'ECHEC ?

La signature d'un traité de paix semble de plus en plus improbable, voire impossible, pour plusieurs raisons dont la plus importante est l'insistance de la part de l'Egypte à obtenir un calendrier pour un régime d'autonomie de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie. De plus, l'Egypte veut la présence d'une commission égyptienne à Gaza pendant la période transitoire débouchant sur l'autonomie, ce que refuse absolument Israël.

Les problèmes secondaires mais réels comme l'exigence d'Israël d'avoir droit à une partie du pétrole du Sinaï, après la restitution des puits

de pétrole à l'Egypte, font également partie des obstacles à la signature d'un traité. Malgré toutes les promesses de Carter à Israël (les USA se seraient engagés à payer le déménagement des bases du Sinaï, à expédier de nouveaux avions ultra-modernes, à fournir tout le pétrole nécessaire à Israël), rien n'y fait.

A moins que Sadate, effrayé à l'idée que son peuple se soulève après tant et tant d'années de misère pour une bonne part due à la guerre, s'aplatisse sur toute la ligne devant les exigences d'Israël, pour arriver coûte que coûte à la paix... Mais, dans ce cas, c'est tout le monde arabe qu'il trouverait dressé contre lui.

L'OPPOSITION DE L'OLP

Des manifestations se sont déroulées un peu partout ce

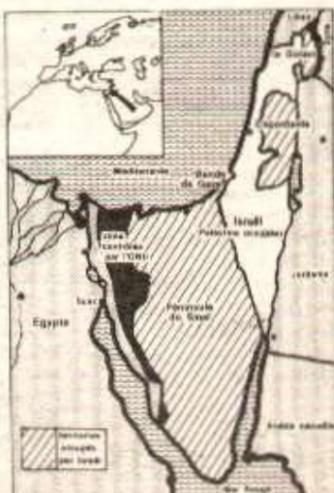
week-end dans les territoires occupés pour protester contre la visite de Carter en Israël. Répondant à l'appel de l'OLP, des étudiants palestiniens sont descendus dans la rue dans sept villes au moins de Cisjordanie, se heurtant chaque fois à l'armée sioniste qui intervenait systématiquement pour empêcher tout regroupement.

L'Organisation de libération de la Palestine a d'autre part rejeté les propositions qu'avait faites Carter devant le Parlement égyptien. Carter avait proposé aux Palestiniens de se joindre à la négociation, mais sur la base des discussions déjà engagées. Or, la base même de ces négociations est inacceptable pour les Palestiniens dans la mesure où elle vise à établir une paix séparée sans régler sur le fond leur problème.

« La référence du président Carter à la réalisation des aspirations du peuple palestinien était une tentative pour enjo-

liver l'accord séparé qu'il tente de faire conclure par Ks-Sadate et Israël », a commenté le porte-parole de l'OLP à ce sujet.

Claude LIRIA





Avant le retrait, des combattants chinois parlent avec une Vietnamiennne à laquelle ils ont apporté du riz. La grand-mère leur dit : « Les peuples chinois et vietnamien ont toujours été camarades et frères »

La Chine ne veut pas la guerre

ALORS que Deng Xiaoping déclarait, dimanche, à l'ambassadeur de Thaïlande à Pékin que les troupes chinoises auraient complètement regagné la Chine d'ici quelques jours, le vice-premier ministre chinois, Madame Chen Muhua, a réaffirmé au cours d'une visite en Australie que « la politique étrangère de la Chine est de faire son possible pour maintenir la paix mondiale et retarder le début d'une nouvelle guerre mondiale ». « Désormais, il nous faut renforcer la solidarité avec les pays du tiers monde, unir tous les pays qui sont en proie à l'agression, à la subversion, à l'intervention, au contrôle ou à la vexation par la puissance hégémoniste de manière à former le plus large front uni pour mener une lutte du tac-au-tac contre l'hégémonisme et contre ses plans stratégiques ».

Puis elle a dit que le peuple chinois était fermement opposé à une nouvelle guerre mondiale :

« Nous parlons souvent du danger de guerre, ce n'est pas parce que nous aimons la guerre, c'est parce que la menace de guerre existe réellement et que nous devons avertir les peuples du monde de cette réalité rigoureuse. Tant que les divers pays seront conscients du danger d'une nouvelle guerre mondiale, qu'ils intensifieront leurs préparatifs et conjugueraient leurs efforts, on pourra retarder le début de la guerre ».

REACTIONS INTERNATIONALES

AU RETRAIT CHINOIS

L'annonce du retrait chinois a provoqué de nombreuses réactions de satisfaction dans le monde entier, en particulier dans la région directement concernée, le Sud-Est asiatique. De nombreux pays saluent le fait que la Chine n'a qu'une parole et ne prétend pas occuper un seul pouce de territoire vietnamien comme elle l'avait promis. Plusieurs pays réclament, en même temps, le retrait des troupes d'occupation vietnamiennes du Cambodge.

C'est le cas de la presse et de l'opinion publique japonaises qui ont accueilli favorablement l'annonce du retrait chinois et réclament du Vietnam qu'il réponde à l'appel de la Chine pour entamer des négociations et qu'il retire ses troupes du Cambodge. Même chose pour la presse des Philippines qui souligne que le gouvernement chinois a fait honneur à sa parole et réclame que le pas suivant soit le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge.

Le premier ministre de Malaisie, en visite en Indonésie, a déclaré que son pays et l'Indonésie avaient invité les pays impliqués à cesser leurs hostilités et à retirer toutes les forces étrangères des régions concernées.

Le ministre australien des Affaires étrangères a été encore plus clair en disant : « La Chine a ouvertement déclaré que l'action de ses troupes serait bornée dans les régions frontalières et que leur durée

serait limitée, et la Chine a tenu parole jusqu'ici (...). Le problème entre la Chine et le Vietnam ne pourrait être réglé une fois pour toutes si la situation au Cambodge restait inchangée ».

La presse du Pakistan a pris la même position. CL

Le troisième congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique s'est tenu avec succès les 23, 24 et 25 février 1979. C'est un congrès de victoire, la victoire de l'unité des marxistes-léninistes.

Commencés en août 1976, les pourparlers qui ont été menés entre le Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique et l'Unité communiste (marxiste-léniniste) ainsi que la pratique de l'unité d'action ont permis de constater qu'il existait une profonde unité politique et idéologique entre les deux organisations. Dès lors, le 16 décembre 1978, l'unité organisationnelle est entrée dans les faits au sein du Parti unifié, le Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique. (...)

EN CE QUI CONCERNE LA SITUATION INTERNATIONALE

Iran La nouvelle politique extérieure

IL Y A quelques jours en Iran, était adoptée en conseil des ministres, la ligne de conduite du nouveau gouvernement en matière de politique extérieure. Lors d'un entretien avec l'envoyé spécial du Monde, Karim Sandjabi, ministre des Affaires étrangères, a exprimé publiquement pour la première fois cette ligne de conduite. Nous reproduisons ici la majeure partie des déclarations faites par Sandjabi à cette occasion.

Globalement, l'orientation de la nouvelle politique iranienne peut se résumer en ces termes : indépendance, non-alignement, unité des pays de la région et soutien aux peuples palestiniens.

INDEPENDANCE ET NON-ALIGNEMENT

« Depuis cinquante ans, nous avons subi violemment l'influence de l'impérialisme étranger, principalement de la Russie tsariste et de la Grande-Bretagne, et, depuis vingt-cinq ans, des Etats-Unis. C'est pourquoi nous entendons déraciner de notre pays les vestiges de l'impérialisme, qu'il vienne du Nord et du Sud, de l'Ouest ou de l'Est ».

Par rapport à l'URSS la position iranienne sera désormais la suivante : « Nous avons déjà des rapports très étendus avec elle et nous souhaitons intensifier les relations culturelles que nous avons de longue date avec plusieurs républiques soviétiques. En revanche, nous n'admettrons pas que se reproduisent des précédents fâcheux comme les demandes de concessions sur le pétrole, les revendications territoriales ou la proclamation de la République kurde à Mahabad (proclamée en 1946). Nous défendrons coûte que coûte l'indépendance, l'intégrité et l'unité de l'Iran ».

Tout en ayant conscience de l'importance vitale de

l'Iran pour les pays occidentaux, Sandjabi met en garde ceux-ci contre une éventuelle intervention : « Point central de cette zone, l'Iran a conscience de la responsabilité qui lui incombe dans la sauvegarde de ses intérêts, mais aussi de la paix et de l'équilibre mondial. C'est pourquoi, nous sommes prêts à développer des rapports d'amitié avec l'Occident, mais nous ne tolérerons pas qu'une puissance étrangère prenne prétexte du pétrole pour intervenir dans nos affaires ou menacer la politique d'indépendance que nous voulons mener ».

Par rapport aux pays du tiers monde, l'Iran veut collaborer avec les pays « d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique en lutte pour leur indépendance et leur développement ».

Enfin M. Sandjabi insiste sur le fait que toutes les relations entre Etats doivent être régies par les principes de l'égalité et de la réciprocité. Il affirme que l'Iran ne sera plus le gendarme de la région et qu'à la politique d'intimidation militaire du Shah succédera une politique de collaboration : « Tous les pays riverains (de l'océan Indien), tout en préservant leur indépendance devront s'entendre pour assurer la sécurité de cette voie dans l'intérêt de tous. Ils devront également s'interdire toute hégémonie et résister aux influences étrangères ». Toutes les troupes envoyées en Oman pour

combattre le soulèvement populaire dans cette région ont été rappelées.

SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN

On se souvient de l'accueil qu'avait reçu Yasser Arafat, dirigeant de l'OLP, lors de son voyage à Téhéran le mois dernier. L'opposition iranienne a de tout temps fermement soutenu la lutte du peuple palestinien.

La position officielle de l'Etat iranien d'aujourd'hui quant à la situation au Proche Orient est définie comme telle par le ministre Sandjabi : « Nous ne sommes pas dans le camp du refus contre l'Egypte, nous ne sommes pas non plus avec l'Egypte dans le camp de l'acceptation car cette politique n'a abouti à rien, nous ne sommes pas, enfin, dans le camp du silence, car nous exprimons clairement notre position. Nous n'éprouvons aucun sentiment antisémite et je rappelle que les juifs d'Iran, qui sont dans le pays depuis le prophète Daniel, ont plus de titres d'ancienneté que certains autres iraniens. En revanche, nous sommes hostiles au sionisme qui a violé les droits humains des Palestiniens, agressé les pays arabes et commis un flagrant délit contre le droit international ».

Envers les Palestiniens : « Si c'est nécessaire, nous leur fournirons une aide financière, mais ils ne nous l'ont pas demandée. En revanche, ils ont besoin de notre soutien moral et il leur est acquis. Nous estimons que la Turquie devrait suivre notre exemple car nos deux pays ont intérêt à ce que le problème palestinien, pleio du Moyen-Orient, soit réglé. Cela accroîtrait notre sécurité et réduirait la rivalité des grandes puissances dans la région ».

Belgique

Le Congrès de l'unité des marxistes-léninistes

(...) En quelque endroit que la rivalité entre les deux superpuissances se manifeste, en dernière analyse, le point clé en est toujours l'Europe. Les communistes se prononcent pour l'union des pays et des peuples d'Europe entre eux et avec les pays et les peuples du tiers monde, force décisive dans la lutte contre les deux superpuissances, particulièrement contre les préparatifs de guerre soviétiques. Dans ces conditions, l'élection en juin 1979, du Parlement européen, constitue un événement particulièrement important. (...)

EN CE QUI CONCERNE LA SITUATION INTERIEURE

(...) La contradiction principale dans notre pays est celle opposant la bourgeoisie et le prolétariat ; elle

est antagonique. La cible de la révolution en Belgique est la bourgeoisie monopoliste. Pour remporter la victoire, le prolétariat s'unira à toutes les couches travailleuses. (...)

La bourgeoisie monopoliste impose une politique visant à rejeter le poids de la crise sur la classe ouvrière et les masses travailleuses, la restructuration des entreprises dans un sens favorable au profit, le développement du capitalisme monopoliste d'Etat. Pour cette politique antipopulaire, la bourgeoisie monopoliste a besoin de la collaboration de direction syndicales et des formations réformistes (PS, MOC).

Les communistes doivent se trouver au premier plan de la lutte pour l'emploi, contre les fermetures, pour les 36 heures, pour les conditions de vie. (...)

Il faut combattre avec fermeté les tendances capitulaires, munichoises qui

existent dans la bourgeoisie belge ainsi que les courants pro-soviétiques existant dans le parti socialiste et dans diverses organisations catholiques. (...)

L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

Le troisième congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique s'est montré soucieux de l'unité du Mouvement communiste international et du renforcement des liens entre partis et organisations marxistes-léninistes du monde entier. Il a stigmatisé la dégénérescence révisionniste des dirigeants albanais et vietnamiens. (...)

Le congrès s'est terminé dans une atmosphère de joie profonde, de camaraderie et d'amitié, chaque délégué ayant conscience d'avoir bien travaillé, d'avoir contribué au succès d'un important congrès, d'un congrès de victoire et d'unité.

DANS L'ACTUALITE

Grave attentat au Centre international de culture populaire (CICP)

« **D**ANS la nuit du 11 au 12 mars, vers 1 h 40, un attentat criminel a été commis au CICP. Placé sous la porte d'entrée, l'explosif a fait des dégâts importants détruisant plusieurs portes et cloisons, heureusement sans faire de victimes. L'onde de choc a été suffisamment importante pour briser toutes les vitres du quartier. Créé en 1976, le CICP est un organisme de services qui met à la disposition de comités anti-impérialistes et de tous ceux qui, au niveau politique ou syndical, cherchent à s'informer et se documenter sur les luttes anti-impérialistes, une série de moyens leur permettant de fonctionner : salles de réunion, reprographie, documentation, etc. (...) Le CICP s'élève contre cet attentat qui vise à réduire au silence tous ceux qui, en France, veulent donner une information libre sur toutes les formes de répression et de fascisme et soutenir les luttes populaires dans le monde. Pour faire face aux difficultés qui lui sont créées par cet attentat, le CICP fait appel à tous les démocrates et anti-fascistes français et leur demande leur soutien politique et matériel ».

L'attentat a été revendiqué par l'organisation Francia (Front d'action nouvelle contre l'indépendance et l'autonomie de la Corse), autrement dit les barbouzes. Ce sont eux qui ont perpétré dans la nuit de samedi à dimanche dix attentats en Corse dont un contre l'hôtel Beauvillage, à Toga, près de Bastia, qui est le lieu de réunion de l'organisation Riscossa.

Le siège du comité de soutien aux emprisonnés corses se trouvait au CICP.

Le représentant du gouvernement des patriotes cambodgiens participe à une conférence de l'ONU

MALGRÉ leurs manœuvres pour faire reconnaître largement le nouveau régime installé à Phnom-Penh à la pointe des baïonnettes vietnamiennes, Moscou et Hanoï ne rencontrent pas grand succès dans cette entreprise.

C'est ainsi que la conférence de la Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique (ESCAP) qui se tient en ce moment à Manille (Philippines) n'a pas admis le représentant du nouveau régime l'antico cambodgien. Par contre, comme l'indique le radio du Kampuchea démocratique (tenue par les patriotes qui résistent à l'occupation vietnamienne) : « Les délégations de divers pays participant à la conférence estiment que la délégation du Kampuchea démocratique est le seul représentant du Kampuchea et du peuple kampuchéen jouissant de tous les droits de prendre part à la conférence de l'ESCAP ».

C'est un nouveau succès diplomatique du seul gouvernement légal du Cambodge, contraint de prendre le maquis pour mener la résistance. C'est aussi un nouvel échec pour Moscou et Hanoï, dans la région Asie-Pacifique.

Prenant la parole à la conférence, le chef de la délégation cambodgienne a d'abord rappelé les objectifs impérialistes de Moscou en Asie : « L'Union soviétique rêve de s'emparer de l'Asie du Sud-Est, de la dominer militairement, politiquement, économiquement et de piller ses riches et multiples ressources. Et, en particulier, elle veut y contrôler la voie maritime passant par le détroit de Malacca et asphyxier le développement économique

des pays de l'Asie du Nord-Est » (...).

Mettant en garde les pays membres de la conférence, il a poursuivi : « Les ambitions d'hégémonie régionale du Vietnam, l'agression vietnamienne appuyée par l'URSS contre le Kampuchea démocratique et le risque d'extension de la guerre d'agression vietnamo-soviétique aux autres pays de la région de l'Asie du Sud-Est, sont en train de mettre en péril la mise en œuvre des projets de l'ESCAP et sont en train de peser gravement sur le développement national et la coopération régionale ».

Enfin, abordant la contre-attaque chinoise au Vietnam, il a dit : « Outre qu'elle constitue une mesure juste de légitime défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République populaire de Chine, c'est une leçon appropriée et circonstanciée qui rabattra l'arrogance des hégémonistes, petits ou grands ».

Sur le plan militaire, la résistance des patriotes cambodgiens à l'occupation vietnamienne ne faiblit pas. On compte 200 à 300 soldats vietnamiens quotidiennement tués par les résistants. Un représentant de la résistance a affirmé que des « centaines de conseillers militaires soviétiques et cubains » participaient à l'agression massive du Vietnam au Cambodge. Des messages radio en espagnol ont été interceptés.

SFP : un tournant !



Assemblée générale à la SFP.

7 FEVRIER 1977 : Clermont-Tonnerre, PDG de la SFP, société issue de la restructuration de l'ex-ORTF, annonce la suppression de 754 emplois, 754 licenciements, ouverts ou déguisés. Immédiatement à l'Assemblée générale convoquée par la CGT et la CFDT, les travailleurs de la SFP votent la grève reconductible. Les grévistes mènent leur grève de façon très active, elle rencontre un large courant de sympathie. Avec la bagarre des sidérurgistes, cette lutte est sans doute aujourd'hui une des plus connues. Actuellement manifestement, elle est à un tournant, comme le prouvent les péripéties de sa reconduction hier lundi.

Depuis samedi, dans les informations radiodiffusées et télévisées, le mouvement de grève à la SFP est interprété de façon très diverse et même contradictoire. Déjà à la fin de la semaine passée les analyses de chaque syndicat de l'intersyndicale (CGT et CFDT) étaient différentes sur la poursuite de la grève qui devait avoir lieu dans tout le groupe ORTF, après la rupture de négociations à la SFP. En effet, la CGT (très minoritaire en dehors de la SFP) appelait à la grève immédiate dès le vendredi 0 heure. La CFDT très majoritaire à TDF, Antenne 2, TF1 et FR3 appelait à la grève seulement dès lundi 0 heure, arguant du fait que la mobilisation était moins bonne qu'à la SFP.

UN PIQUET DE GREVE RENFORCE

Pendant le week-end, les grévistes de la SFP ont préparé la journée de lundi qui devait être décisive quant à la suite du mouvement. En effet, le lundi, il devait y avoir une assemblée générale intersociétés à l'intérieur des Buttes Chaumont pour décider de la suite et analyser les résultats des deux convocations de Clermont-Tonnerre à l'intersyndicale qui devait avoir lieu pendant le week-end. Pendant le week-end, les grévistes de la SFP analysèrent que si Clermont-Tonnerre faisait mine de faire un petit pas, cela servirait de prétexte à l'intersyndicale pour proposer une suspension de la grève. Ils décidèrent donc de renfor-

cer le piquet de grève le lundi matin à 6 heures aux Buttes-Chaumont et dans les autres centres. Aux Buttes-Chaumont, cela fut fait dans la nuit du dimanche à lundi : des estrades furent montées dans le hall d'entrée, avec une grande inscription : « Journée portes ouvertes aux grévistes », de façon à ce que les gens qui voulaient entrer aux Buttes-Chaumont soient obligés, après des chicanes de meubles et une centaine de grévistes, de se trouver dans l'obligation de s'inscrire « grévistes » pour rentrer aux Buttes, ou de passer une porte décorée en jaune réservée aux non-grévistes. A 11 h 30, 300 personnes étaient dehors, attendant... on ne sait quoi, ou plutôt que le chef de service des Buttes, après constat d'huissier pour « entrave à la liberté du travail », les fasse rentrer chez eux. C'est là que l'intersyndicale commit sa première erreur de la journée : ayant peur que cela ne crée contre elle un argument aux négociations avec le PDG Antoine de Clermont-Tonnerre, elle fit lever le piquet de grève « musclé » moyennant un autre huissier constatant que quelques non-grévistes pouvaient entrer (sans entrave à la liberté du travail).

UNE PROPOSITION BRUYAMMENT ACCUEILLIE

A l'assemblée générale de l'après-midi à 16 h (intersociétés), l'intersyndicale proposa, après l'annonce de la suspension provisoire (de quatre mois, c'est-à-



dire de quoi passer tranquille les élections cantonale et européennes) des 638 licenciements restants, l'intersyndicale proposa la suspension provisoire de la grève. Cette proposition fut bruyamment accueillie par l'assemblée générale qui fut dès le début partagée en deux. Les plus combattifs qui voulaient continuer la grève et les autres qui acceptaient mais sans gaité de cœur de la suspendre huit jours, comme cela leur était proposé. Finalement vu le nombre de présents, avec les grévistes des autres sociétés, il fallut couper la salle en trois : à gauche ceux qui étaient pour la poursuite de la grève, au milieu les camarades des autres sociétés qui ne pouvaient pas participer au vote, et à droite les partisans de la suspension.

UN RESULTAT IMPREVU POUR LA TELEVISION

Résultat : l'intersyndicale fut désavouée par environ 300 grévistes partisans de la poursuite de la grève, un peu plus de 200 pour la suspension, ce fut la deuxième erreur de l'intersyndicale. Erreur voulue ou pas voulue ? Nous aurons l'occasion de l'analyser plus tard. Résultat : la SFP a voté lundi pour la grève de mardi, contrairement à ce qu'ont pu raconter les radios et télévisions qui, chose curieuse, avaient toutes envoyées à l'assemblée générale leurs reportages avec, s'il vous plaît, une équipe pour chaque chaîne ! Comme l'a fait remarquer un gréviste « Ceux-là on le les voit surtout que quand il est question de reprise... ». Le mouvement de grève, même si celui-ci, vu la division commencée par l'intersyndicale risque de s'arrêter mercredi, n'est pas arrêtée définitivement.

Les marxistes-léninistes de la SFP





Ericsson-Brest, mercredi 7 mars

A droite derrière la barrière d'entrée une partie du piquet de grève d'Ericsson. A gauche sur la photo, devant la barrière des ouvriers de l'usine Thomson-CSF de Brest ayant débrayé pour venir soutenir leurs camarades d'Ericsson pour dissuader les ordres et la maîtrise de l'usine d'Ericsson de tenter un coup de force contre le piquet de grève.

MONTBELIARD

Occupation du siège de l'union de Franche-Comté

DEPUIS jeudi 8 mars au soir, des locataires du quartier de Montanod occupent avec leur amicale le siège de l'Union de Franche-Comté à Montbéliard.

L'Union de Franche-Comté est une société anonyme qui gère des immeubles dits sociaux, organisme soi-disant à but non-lucratif.

Ils font du « social » : les immeubles qu'ils gèrent sont particulièrement dégoûtants. Ils les laissent pourrir, ne font pas les réparations nécessaires alors que dans les loyers une partie énorme est comptée dans les charges : pour un F 4, le loyer est de

462 F, les charges de 325 F. Est compte dans les charges par exemple, l'entretien des aides-rosiers (il n'y a pas un seul rosier !). L'amicale a organisé l'occupation parce que les représentants de l'Union refusaient de montrer les contrats justifiant toutes les charges (espaces verts, eau chaude, réparations). En fait, les locataires ont une foule de revendications contre l'Union : pas de jeux pour les enfants, pas de sécurité contre l'incendie, pas d'isolation des appartements, des odeurs d'égoûts dans les cages, les réparations jamais faites, etc. Des organisations de locataires des autres immeubles sociaux de la région

sont venues apporter leur soutien.

Par contre, la section syndicale CFDT des employés de l'Union apporte sa solidarité active... au patron de l'Union. Cette section CFDT a affirmé dans l'Est-Républicain que l'Union était « un organisme à but non-lucratif entièrement au service des locataires », qu'il n'y avait donc pas lieu de se battre contre l'Union. Il faut dire que cette position de syndicat jaune est dictée par les notables du PS qui gèrent en partie l'Union et qui aimeraient y avoir plus de poids.

Correspondant Audincourt (Doubs)

« Maintenant » c'était lundi

PUBLIE à l'initiative de militants du PS, du PCF et de sans parti, un nouvel hebdomadaire est né lundi 12 mars qui s'intitule « Maintenant ». Parmi les membres de son comité de rédaction, on relève les noms de : J. Ellenstein, D. Kaisgruber, M. Roucaute, H. Parmelin, membres du PCF, auxquels s'ajoutent ceux de J. Rony et G. Belloin tous deux anciens rédacteurs de l'hebdomadaire France-Nouvelle. (Rony qui n'en a pas démissionné est de fait « mis à l'écart » depuis longtemps) et de Yvonne Quiles, rédactrice en chef démissionnaire du même hebdomadaire du PCF.

Maintenant : 44 pages grand format qui viennent plus ou moins prendre le relai du défunt Politique-Hebdo sur le terrain du double, de la confusion, mais aussi des légitimes questions qu'a laissées derrière elle l'Union de gauche faillie.

Responsable de la déportation de milliers de juifs

Leguay inculpé

L'organisateur de la rafle du Vel d'Hiv, en 1942, Jean Leguay, a été inculpé trente sept ans après ses crimes. Sous le régime de Vichy, Leguay occupait le poste de représentant en zone occupée du secrétaire général de la police de Pétain, Bousquet. A ce titre, il organisera, de mai 1942 à janvier 1944, nombre de rafles de juifs dont la plus importante fut celle du Vel d'Hiv qui eut lieu le 17 juillet 1942.

12 000 juifs, dont 4 000 enfants, furent arrêtés puis déportés dans les camps de concentration nazis. Il fut l'initiateur et l'organisateur de la rafle de Drancy le 14 septembre 1943 et au cours de laquelle des juifs yougoslaves, bulgares, lithuaniens, estoniens et lettons furent arrêtés puis conduits à Auschwitz où la plupart furent exterminés. C'est encore Leguay qui réclama que les enfants juifs de moins de 16 ans

soient déportés comme les autres.

Après la Libération, Leguay émigra aux USA échappant ainsi à la justice. Là, il s'installa comme directeur de société. Fortune faite, dans les produits de beauté, il regagna ensuite la France où, malgré sa responsabilité directe dans l'arrestation et l'extermination de dizaines de milliers de juifs, il ne fut plus inquiété.

C'est à la suite d'une plainte déposée contre lui par M. Serge Klarsfeld au nom de l'Association juive pour le jugement des criminels nazis que Leguay a été inculpé. Il tombe sous le coup de la loi du 26 novembre 1964 qui rend imprescriptible ce type de crimes. Un détail : Leguay est encore en liberté. Il doit être arrêté. Bousquet, qui fut son supérieur comme chef de la police de Pétain, doit être lui aussi arrêté et jugé.

UNIVERSITE DE TOURS

Après 28 jours de grève de la faim de 3 d'entre eux

Succès partiel des vacataires

APRES 28 jours de grève de la faim de trois d'entre eux et un mouvement de grève déclenché par l'intersyndicale, le conseil de l'université a fini par embaucher, à dater du 15 mars, avec un contrat de travail garantissant leur emploi et un salaire d'assistant non-titulaire ler échelon, dix vacataires sur les douze, les deux autres ayant accepté de dissocier leur cas de ceux de l'ensemble.

Par contre le conseil d'administration de gauche de l'IUT (institut universitaire de technologie) demeure jusqu'ici inflexible concernant l'embauche dans les mêmes conditions des 10 vacataires qu'il emploie, s'il continue à demeurer sur ces positions, de nouvelles actions sont prévues à partir du 15.

Lutte à suivre donc.

Voici l'interview des vacataires, réalisée avant ce succès, que nous publions avec retard pour des raisons qui nous sont imputables. Cela reste opportun dans la mesure où la lutte n'est pas terminée et où les vacataires, en ce qui concerne le soutien qu'ils attendaient, demandaient justement de « continuer le travail d'information, de popularisation » de leur lutte.

Sur l'université il y avait, quinze vacataires. Douze avaient les diplômes requis pour être directement assistants. Pour les trois autres, s'ils acquièrent le DEA, ils pourront devenir comme nous vacataires considérés « aptes à devenir assistant ».

Au niveau de l'IUT rien n'est obtenu. Il y a dix vacataires à l'IUT. On est méfiant, bien que ce soit une majorité syndicale qui compose le conseil d'administration, mais on a enregistré pas mal de réticences par rapport aux revendications à l'IUT plus qu'à la fac.

Q : Qu'envisagez-vous pour obtenir la déro-

gation du ministère pour le faire céder ?

Une délégation est montée à Paris au ministère le lundi 26 février.

Maillet le président de l'université s'est engagé à intervenir auprès du ministère.

On essaie de faire jouer les partis politiques en notre faveur. Bizarrement c'est l'union RPR/PR/PC autour des problèmes des vacataires. Tous nous apportent un soutien verbal et aussi des lettres écrites. Ils nous ont dit qu'ils étaient avec nous, qu'ils le démontrent.

Q : Quel est le soutien local ?

Il est très large au niveau des organisations, mais sur-

tout verbal. Des distensions sont apparues entre les gens qui nous soutiennent verbalement et ceux qui nous soutiennent activement.

Les gens qui sont à l'intérieur de cet « appareil idéologique d'Etat » qu'est l'école, se présentent comme des individus ayant des intérêts particuliers. Ils pensent qu'en payant « normalement » les vacataires, on va toucher à leurs intérêts.

Q : C'est une sorte d'hypercorporatisme. Chaque sous-groupe imaginant que si quelques miettes sont jetées aux autres, ils seront lésés.

C'est ce que je voulais dire.

Q : Est-ce que ce phénomène est lié à la multiplicité des organisations syndicales par sous-corps dans l'enseignement ?

Oui. Notre lutte met en évidence qu'il n'y a pas de position de classe véritablement affirmée au sein des différents personnels de la faculté, des différents mouvements étudiants.

Q : Dans les boîtes nous nous battons pour la titularisation, pour l'embauche définitive des temporaires, des intérimaires.

Notre lutte appartient au même genre.

Q : Nous essayons aussi d'unir titulaires et temporaires face aux patrons.

Oui. La grande mobilité du personnel détruit le lent travail d'implantation syndicale.

Q : Quel soutien avez-vous des sections syndicales autres que celles de l'enseignement ?

Il y a une grande différence entre le personnel enseignant et le personnel technique, administratif, d'entretien. Ce sont ces derniers qui nous soutiennent le plus. La solidarité est à plein du côté du personnel ATOS et minime du côté du personnel enseignant.

Il ne faut pas oublier que dans l'université, les professeurs ont un statut privilégié. Le mandarinat n'est pas mort après 1968. Pour ces éléments de la petite bourgeoisie aisée, voire de la bourgeoisie pour certains, les préoccupations de la classe ouvrière, de la majorité des couches salariées sont très loins.

Plusieurs sections nous ont apporté leur soutien, des visites, des lettres, des télégrammes.

Q : Quelle forme de soutien attendez-vous maintenant ?

Continuer le travail d'information, de popularisation de notre lutte.

BOISSY-SAINT-LEGER

Après les provocations racistes

Ce sont les immigrés qui comparaissent au tribunal

C E jeudi 15 mars à 14 h aura lieu, au tribunal de Créteil (17e chambre), le procès des quatre immigrés emprisonnés depuis la riposte aux provocations racistes à Boissy-Saint-Léger : véritables ratonnades organisées par le gérant raciste des magasins Radar et les vigiles qu'il avait mis en place pour interdire l'entrée du centre commercial aux Noirs et aux Arabes !

Voici un extrait de l'appel des permanences anti-expulsions qui avaient organisé dès le 3 mars une manifestation au centre commercial :

« Nous appelons au tribunal jeudi 15 mars à 14 heures pour soutenir les quatre camarades encore emprisonnés ; nous appelons au boycott des magasins Radar, ceci jusqu'au renvoi du gérant raciste responsable de la ratonnade au centre commercial de Boissy ;

— Exigeons l'inculpation et la condamnation des flics et des vigiles ;

— Solidarité et soutien doivent être organisés autour du foyer Sonacoira qui se trouve à côté du Radar.

(...) Samedi 3 mars, les permanences anti-expulsions ont appelé à une manifestation sur les lieux mêmes (...). 200 personnes se sont rassemblées et ont manifesté pendant 2 heures dans le centre commercial et près du foyer. Ils ont manifesté non seulement leur indignation, mais leur volonté de combattre concrètement ces faits racistes et fascistes (...) La mobilisation doit continuer jusqu'au renvoi du gérant raciste ».

Sidérurgie : histoire d'une marche

La marche sur Paris, discutons-en !

LES syndicats CGT et CFDT ne se sont donc pas mis d'accord sur la marche du 23 mars, idée lancée par la CGT déjà bien avant le 16 février et devenue depuis cette date l'objet d'un débat entre les deux centrales syndicales. La CFDT se bornera à appeler à une journée de grève le 23 mars.

Voilà qui pose bien des questions, au moment où pour les travailleurs qui se battent sur le terrain pour conserver leur emploi, le problème de l'unité et de la voie à suivre pour faire reculer le patronat et son gouvernement se pose de manière concrète et urgente.

Pour ce qui concerne les marches, celle organisée

Rappelons tout d'abord que c'est le 28 février que les organisations régionales et départementales CGT du Nord-Pas-de-Calais, de Lorraine et de la Loire ont fait l'annonce officielle de cette marche. Puis un accord n'ayant pu être établi avec la CFDT sur son contenu, c'est le 2 mars que la CGT décide de l'organiser interprofessionnellement et en fixe unilatéralement la date au 23 mars. Etant donné que les fédérations syndicales devaient se retrouver le 6 mars « pour décider des suites à donner à l'action après le 16 février », on peut se demander pourquoi les instances fédérales de la CGT ont préféré prendre les devants et mettre leurs partenaires devant le fait accompli, partenaires qui, il est vrai, ne semblaient pas pressés de définir la poursuite de l'action.

LES DIVERGENCES

Contre l'idée de la CGT d'une vaste marche interprofessionnelle, la CFDT s'exclame : « Va-t-on laisser

diluer le problème de la sidérurgie dans le rassemblement de tous ceux qui sont mécontents » et affirme : « Nous ne faisons pas fi de l'appui massif des autres travailleurs et de la population, mais nous voulons éviter que les problèmes spécifiques aux sidérurgistes soient noyés dans un flot de légitimes revendications ».

Ces arguments, chacun en conviendra, ne sont pas dénués de bon sens et méritent d'être soigneusement pris en considération. D'autant plus, pour en avoir discuté avec les travailleurs d'Usinor-Denain, membres de la CGT, nous savons que de nombreux cégétistes se posent le problème. Il craignent à juste titre que leur combativité soit étouffée dans une journée fourre-tout aux contours mal définis.

N'ont-ils pas l'expérience de la grande manifestation du 16 à Valenciennes où les 6 000 travailleurs de Denain furent « submergés » par un vaste rassemblement où leur ardeur n'a pas pu s'exprimer.

à l'époque où le problème était celui de la fermeture d'Usinor-Thionville ne doit pas quitter nos mémoires ! Nous pensons d'autre part que tous les sidérurgistes devraient pouvoir discuter démocratiquement de cette marche, de ses modalités, de ses objectifs, de son organisation. Sur ce point, nous ne faisons que nous répéter : les formes d'action, les méthodes de lutte nécessitent d'être largement débattues en assemblées générales par les sidérurgistes eux-mêmes. Chacun doit pouvoir s'exprimer démocratiquement et dire son mot. Il en va de l'avenir même de la lutte et donc de son succès ou de son échec. C'est pourquoi nous allons examiner les divergences entre la CFDT et la CGT sur la question de la marche.

ATTENTION AU VERTIGE DES MOTS

La CGT veut organiser « une marche » d'une journée avec aller-retour en autocar ; la CFDT proposait, de son côté, une marche de quatre jours entre le 15 et le 20 mars avec différentes étapes dans les villes traversées. Là aussi, ce ne serait pas faire preuve d'un grand esprit de responsabilité envers la classe ouvrière que de rejeter ces propositions sans même les examiner, et, effectivement, on peut se demander si appeler « marche » un voyage en bus d'une journée à Paris n'est pas un abus de langage. Le communiqué CGT du 28 février déclarait : « La marche sur Paris doit être une immense démonstration, le prolongement en plus vaste de l'action nationale du 16 février ».

Il semble que là, on se paie de mots car, chacun le sait bien, prétendre que la marche sur Paris concernera plus de 200 000 personnes dans le Nord

(cela représente le total des manifestants du 16 février) n'est pas une affirmation raisonnable. Selon des idées exprimées par des militants de la CGT de la sidérurgie, cette marche rassemblerait les bus des sidérurgistes, accompagnés de bus regroupant quelques délégués des entreprises. Si c'est le contenu que devrait prendre la marche sur Paris, on ne peut que s'étonner des qualificatifs emphatiques utilisés dans un communiqué CGT du 28 février.

En tout état de cause, une marche, pour mériter vraiment ce nom, doit se développer sur plusieurs jours ou alors qu'on se contente de parler de montée à Paris, comme ce fut le cas le 12 décembre dernier, lors du comité central d'entreprise le 9 février, lorsque ceux de Denain sont allés à Roissy.

Mais la question ainsi demeure : marcher sur quoi ? Sur quels objectifs ? Et comment ?

C'est ce dont nous reparlerons dans un prochain article.

PTT

Des listes rouges

LUNDI, les centres de tri d'Evry et de Trappes étaient toujours en grève. Les postiers de Trappes, ont prévu d'aller ce matin mardi à la direction départementale.

Maintenir leur cohésion au maximum, voilà leur but maintenant.

Rentrer en préservant leur unité, en faisant bloc, voilà qui est impératif pour empêcher l'administration de renouveler son opération de Créteil. Ici, en effet, lors de la reprise, elle a divisé les grévistes en trois catégories. L'une, la moins nombreuse, qui a pu rentrer normalement, la seconde à qui elle a fait signer un papier au contenu assez alambiqué, pour certainement réserver encore quelque sale surprise par la suite et en attendant elle a changé tout le groupe de brigade. Enfin, le troisième groupe, qui a dû, lui aussi signer un papier, mais ces postiers ne peuvent travailler « tant que leur situation ne sera pas régularisée ». Traduisez : elle les suspend

de service, jusqu'à ce qu'elle ait trouvé la meilleure solution pour s'en débarrasser.

Tout au long de cette grève, Ségard et les divers directeurs se seront « distingués » par leur répression contre les postiers en lutte : intervention de la police dans les différents centres, dès leur mise en grève.

A Nanterre CTA, matraquage de grévistes et interpellation de treize d'entre eux, qui ne furent relâchés que devant la réaction de leurs camarades auprès du chef de centre.

Giscard-Barre peuvent grimacer en disant qu'ils feront « respecter l'ordre public », qu'ils ne croient pas avoir gagné ! Le manque d'effectifs, l'exploitation accrue des postiers feront éclater d'autres grèves et si aujourd'hui les grévistes n'ont rien obtenu au plan matériel, ils ont appris dans l'action à mieux se connaître et cette unité-là, forgée dans le combat, c'est déjà une épine dans leur politique répressive.



GALA DE SOUTIEN POSTIERS EN GREVE

YVAN DAUTIN. KIRJUHÉL . SAQSAYHUAMAN

MARDI 13 MARS 20H30

MAISON POUR TOUS LES 7 MARS ELANCOURT MAUREPAS . 78310

PTT-Lyon : grève de la faim de Victor Gros-Dubois

Solidarité !

VICTOR, notre camarade martiniquais exilé en France par l'administration des PTT, poursuit la grève de la faim entamée le 5 mars (Voir HR No 1048). Un représentant de l'administration est venu mercredi 7 mars.

Ce soi-disant spécialiste des questions sociales, à travers ses propositions, passe sous silence six ans de la vie brisée de Victor, (poursuites judiciaires d'où il sort tout à fait innocenté, chômage, endettement, vie familiale perturbée) et il refuse le retour immédiat de Victor avec sa famille à la Martinique. Ce que veut Victor c'est :

- Sa titularisation immédiate.
- La reconstitution de sa carrière.
- Son retour rapide à la Martinique.

Dans la salle de repos du centre de tri de Montrochet, c'est une affiche avec en lettres majuscules le mot SOLIDARITE qu'il avait placé en vue, au centre PTT. Les visites amicales de

camarades postiers sont nombreuses.

Aujourd'hui, suite aux pressions « sociales » du chef de centre, il est sous surveillance médicale à l'hôpital de Grange-Blanche. C'est un bien bel exemple, cette solidarité militante, dont font preuve ses camarades antillais du centre de tri de Montrochet et les organisations de masse RTA (Regroupement des travailleurs antillais) et ADEAD (Association des étudiants antillais et guyanais). Ils ne ménagent pas leurs efforts pour développer cette solidarité, clé de la victoire pour Victor.

Une information par tract sur les marchés a été entreprise et des interventions sont prévues sur les centres PTT et les hôpitaux. Faites connaître autour de vous cette lutte ainsi qu'après des travailleurs AGR (Antillais, Guyanais, Réunionnais). La lutte de Victor est aussi leur lutte, notre lutte. Envoyez-lui des messages de soutien à l'hôpital Edouard Herriot Pavillon H 1 No 33.



Denain : rassemblement à l'entrée d'Usinor (Photo HR).

TEMOIGNAGE

Femme et travailleuse saisonnière

JE travaille dans une station fruitière du Sud-Ouest à 6 km d'Agén, le patron est un riche propriétaire de plus de cent hectares, plusieurs familles d'immigrés qu'il loge travaillent ses vergers et sa terre. Nous, les emballeuses (une quinzaine) nous préparons les fruits pour l'exportation. Notre travail consiste à emballer les fruits (pommes et poires) par calibre et par choix.

Nous remplissons des cartons de 100 pommes qui pèsent 20 kg, nous devons porter chaque carton sur une chaîne.

A la fin de la journée on est fatiguée par le poids des cartons, par ce travail aliénant toujours le même.

On a mal aux yeux à force de fixer les fruits, compte tenu de la lumière qui est mal diffusée.

Nous avons une contre-maitresse qui plaît beaucoup à notre patron, car elle, au moins, sait « tenir » les ouvrières et ça marche !

Nous avons appris que cette chef avait été virée d'une station d'Aiguillon par les ouvrières qui ont écrit et signé une pétition.

Il est assez fréquent de rencontrer ce genre de chef dans les stations fruitières. C'est le traitement à la dure, c'est la vie de chien. Il ne faut pas parler en travaillant, on est surveillé. Le seul travail de la chef, c'est de surprendre une fille en train de parler, c'est de l'engueuler comme un chien. Quand une de nous fait une erreur, c'est pareil : « Vous n'êtes que des sottes, incapables de faire quoi que ce soit ».

Nous l'avons même entendu dire à la secrétaire

que notre niveau intellectuel était bien bas, en bref que nous n'étions que des imbéciles, bonnes qu'à faire ce sale boulot que nous faisons.

En fait, nous sommes des filles et femmes ouvrières et si nous faisons aujourd'hui ce travail dans de pareilles conditions, c'est pour pouvoir arriver à vivre. Nous sommes toutes dans des conditions difficiles : maris smicards, chargés de payer, divorcées avec la charge des enfants, célibataires enfants d'ouvriers. Nous avons toutes besoin d'argent et ces quelques mois de travail vont nous aider à passer l'hiver.

Sur la ville d'Agén, le chômage est un véritable spectre, comme partout ailleurs, en France. Du travail pour les femmes, il n'y en a pas, nous n'avons que le droit au travail saisonnier, payé au SMIC et dans les pi-

res conditions. Dès que nous sommes mises au chômage, nous ne touchons pas un sou : « Les allocations de chômage ne sont pas accordées aux travailleuses saisonnières ». Pourtant, ce sont ceux-là même qui en auraient le plus besoin.

Voilà la logique capitaliste, voilà un moyen de refuser les allocations de chômage à une grande proportion de travailleurs (les saisonniers et saisonnières sont très nombreux dans les régions agricoles). Travailleurs saisonniers, nous sommes des chômeux à mi-temps !

Nous, femmes au travail, nous avons de grandes responsabilités. En travaillant, nous forgeons notre indépendance, c'est-à-dire nous participons au même titre que nos maris au revenu familial, nous avons des rapports sociaux et nous connaissons les mêmes problèmes de l'exploitation.

Mais à cela s'ajoutent à la fin de la journée : le ménage et les enfants. Nous devons mener tout cela de front avec tous les problèmes que cela comporte, notamment vis-à-vis de nos maris. C'est à nous d'élever le niveau idéologique de nos maris en leur faisant partager les tâches du ménage et la garde des enfants et c'est la seule voie pour que le couple vive en harmonie, c'est la seule voie pour la femme, si elle veut réellement prendre en main son indépendance légitime.

Une camarade

NB : J'ai oublié de préciser dans cet article que nous sommes en rapport constant avec les travailleurs immigrés, et qu'il n'y a pas trace de racisme. Le racisme, c'est le capitalisme qui le crée, et ce sont les patrons qui l'entretiennent.



En Bretagne. De nombreuses usines traitant le poisson et les légumes emploient une main-d'œuvre saisonnière.

TELEPHONIE

CIT-ALCATEL (Marcq-en-Barœul)

150 licenciements en août ?

AU cours de la dernière réunion du comité central d'entreprise, la direction du groupe CIT-ALCATEL annonçait 980 licenciements pour le 1er semestre 1979 et des réductions d'horaires pour 3 600 personnes. Ses plans prévoient de diviser par trois le personnel ouvrier dans les usines de fabrication. Il faut réagir sans attendre sinon comment retrouver un emploi dans une région où il y a déjà tant de chômeurs.

L'annonce des 980 licenciements n'est pas pour surprendre. Depuis plus d'un an mille travailleurs et travailleuses de Marcq-en-Barœul ont déjà vu leurs horaires ramenés à 36 heures. A cela, il faut ajouter les licenciements de personnes travaillant en sous-traitance pour la CIT (le travail en sous-traitance est très fréquent dans la téléphonie), soit 700 licenciements supplémentaires !

De plus, le propos apaisants de Norbert Segard au député-maire RPR de Marcq-en-Barœul (« pas de licenciements à Marcq-en-Barœul ») se trouveraient infirmés, puisqu'on parle de 150 licenciements pour août. On voit d'ailleurs à quoi ces propos ont pu

servir : démobiliser les travailleurs de Marcq ; empêcher une riposte commune avec les travailleurs de CIT-La Rochelle.

DIVISER LES EFFECTIFS PAR TROIS : VOILA LEUR PLAN

Tous les moyens sont bons pour diviser les travailleurs de la téléphonie, les empêcher de faire face en commun aux plans de licenciements du patronat. Comme dans la sidérurgie, celui-ci veut restructurer l'ensemble de l'industrie téléphonique, pour faire des profits encore plus juteux et prévoit pour 1984-1985 de diviser par trois les ef-

fectifs des ouvriers et ouvrières dans les usines de fabrication (sans compter les entreprises sous-traitantes).

Comme dans la sidérurgie, des villes entières comme Lannion et Redon sont menacées de mort, tandis qu'à La Rochelle, ou à Marcq-en-Barœul, le nombre de chômeurs risque de s'accroître considérablement.

UNE OFFRE D'EMPLOI POUR DIX-SEPT DEMANDEURS A LA MADELEINE

A l'ANPE de la Madeleine, dont dépend Marcq-en-Barœul, il y a une offre d'emploi pour dix-sept demandeurs d'emploi, alors que l'an passé, il y en avait une pour six. Quel espoir de reconversion si des licenciements intervenaient ?

Comme dans la sidérurgie, les travailleurs non touchés dans l'immédiat n'ont aucune garantie de leur emploi pour l'avenir, mais

de plus ils verront à coup sûr s'aggraver leurs conditions de travail et la baisse de leur niveau de vie.

N'ATTENDONS PAS POUR AGIR

Il ne faut pas laisser faire les licenciements à La Rochelle. De toute façon, les travailleurs de Marcq-en-Barœul en subiront les conséquences !

Il ne faut pas attendre que les annonces de licenciements se transforment en licenciements effectifs.

Il ne faut pas que les réductions d'horaires se transforment en réduction du porte-monnaie.

Oui aux réductions du temps de travail sans perte de salaire et sans augmentation des cadences !

Comme dans la sidérurgie, tous les travailleurs des télécommunications doivent faire bloc pour exiger : du travail pour tous.

A CIT comme pour Ericsson et l'AOIP (autres entreprises de communication) c'est l'action et la solidarité qui sont à l'ordre du jour.

SOUTIEN AUX EMPRISONNES CORSES

Le collectif De Corti écrit à tous les maires de l'île

LE collectif de Corti pour la libération des patriotes emprisonnés a adressé début mars une lettre à tous les maires de Corse. Il leur demande de faire voter par leur conseil municipal un vœu pour la libération des prisonniers politiques corses.

De nombreux conseils municipaux ont après délibération réagi favorablement. Voici cette lettre :

« Comme vous le savez plus de trente de nos compatriotes sont actuellement incarcérés dans les prisons parisiennes, inculpés d'atteinte à l'intégrité du territoire, et déferés devant la CSE, Cour de sûreté de l'Etat.

En vous écrivant, nous ne recherchons pas l'approbation de leurs actes, mais nous nous devons de dire qu'ils n'ont été guidés dans leur action que par le désir de défendre leur pays, la Corse, auquel ils sont passionnément attachés.

Ce pouvoir qui n'a rien fait pour mettre en œuvre une solution globale à la question corse et qui a ainsi incité aux engagements extrêmes ne connaît que l'arme de la répression.

Non content de leur faire supporter la honte-

se inculpation « d'association de malfaiteurs », il leur inflige des conditions de détention inacceptables, les dispersant en outre dans quatre prisons parisiennes au mépris des droits les plus élémentaires de la défense.

Nous pensons que ce n'est pas par la répression que l'on règlera la question corse.

C'est pourquoi, nous vous demandons, à l'occasion de la prochaine réunion de votre conseil municipal d'émettre un vœu demandant la libération des détenus politiques corses et dans l'immédiat leur réunion à Fleury-Mérogis, dans le respect du statut politique. (...) ».

Sont signataires : Aiutu-paisanu, CFTD, ULC, Populu vivu, CSC, UPC, CAR, FPC, Palazzu Naziunale, Syndicat des plagistes, Collectif des autonomistes de Luri, Fronte Corsu, CSL, PS Haute-Corse, Corsicada, Osteria Corsu, Corse écologie, U Cumunu, Utce, Elus de progrès, Cidunati, Syndicat des apiculteurs, Collectif des nationalistes de Bastelica, PCML, I Muvrini, Comité corse d'Helsinki, A Sapara, Canta u populu corsu, A Riscossa, FRHIC.



LIBERTA

P E R T U T T I P A T R I O T T I

Lettre d'un patriote corse emprisonné

Chers camarades,

De nombreux militants du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) m'envoient le témoignage de leur soutien et l'affirmation de leur solidarité avec la lutte du peuple corse.

Ma détention, celle de mes frères de combat, n'est qu'une petite partie du prix à payer pour une Corse libre, plus juste et plus humaine, débarrassée de toute exploitation.

La France affirme sa volonté de perpétuer l'oppression ; nous y avons opposé notre résistance en reprenant le chemin historique du peuple corse. Nous vous remercions de soutenir notre lutte et vous devez — comme le fait régulièrement l'Humanité rouge — expliquer au peuple et aux travailleurs de France que notre libération n'est pas dirigée contre eux mais contre un même pouvoir oppresseur. Et qu'il ne doivent pas devenir les complices passifs de la répression.

Le peuple corse doit être le premier artisan de sa libération mais le peuple français peut comme il a su déjà le faire lui apporter un peu de sa liberté.

Je suis personnellement touché par la lettre du comité Colonel Fabien. L'exemple de Fabien, patriote français dressé les armes à la main pour vivre son idéal de liberté et de justice, est de ceux qui saluent les patriotes corses. (...)

Draveil (91)

Hôpital Joffre Dupuytren en grève

L'HOPITAL Joffre Dupuytren, hôpital de l'assistance publique, long et moyen séjour, comporte 1 600 lits, 1 135 agents (personnels administratif, ouvriers, hospitaliers) y travaillent. En 1978, le nombre d'agents a baissé de 25 et sur l'ensemble des hôpitaux de l'assistance publique, de 700. Qu'on juge du manque de personnel, quand on sait par exemple que de 15 heures à 23 heures, le personnel de garde comprend 3 agents pour 127 malades ! Aussi, depuis 15 jours, à l'appel de la CGT-CFDT-FO, les travailleurs de Joffre Dupuytren sont en grève et exigent des effectifs suffisants.

Déjà, il y a un an, il y avait eu une grève, mais sans grands résultats. Celle-ci a été préparée depuis deux mois, par des actions sur des cas individuels. Par exemple, un service entier, surveillante comprise n'a pas voulu qu'on enlève un agent pour le mettre ailleurs. Tous les parents ont aussi refusé de voir fermer le patronage et il y eut également un refus de travailler dans un nouveau service de soins intensifs sans personnel.

FORMES DE LA GREVE

Il y avait eu trois tracts coup sur coup sur des actions locales. L'inter-syndicale CGT-CFDT-FO décide d'organiser une assemblée générale en passant dans tous les services. C'est un succès. 250 personnes y sont présentes, chiffre énorme quand on sait qu'il y a toujours du personnel dans les salles. La grève, à l'unanimité, est décidée.

Cette grève revêt plusieurs formes : c'est la grève des admissions et le refus de tous les entrants si nécessaire, les lits vides sont démontés. Joffre, bientôt suivi par Dupuytren, commence la grève du pointage : le piquet de grève marque « gréviste » sur les cartes. Il y a une dizaine de jours, les grévistes envahissent à cent la salle où se réunit la commission de surveillance qui comprend représentants de la direction, de la municipalité, toubibs, etc. Sous la pression des travailleurs, celle-ci est obligée de voter un « vœu extraordinaire » déclarant que par le manque d'effectifs, les conditions de sécurité ne sont pas assurées pour les malades et qu'il faut arrêter les admissions.

Le 7 mars, ce sont les surveillantes, qui, à 100 %, décident de faire grève et de ne pas dénoncer les grévistes à la direction malgré le chantage de celle-ci à la rétrogradation.

POPULARISATION ACTIVE

Le 6 mars, 35 voitures et cent grévistes à pied, avec service d'ordre à moto bloquent la nationale 7 de 9 h à 12 h, tout en diffusant des tracts. Les travailleurs de la santé téléphonent aux radios : FIP, Europe. Le lendemain, une centaine d'agents vont à la direction, sans résultat. Les jours suivants, la popularisation sera faite sur le marché de Draveil, auprès des chômeurs devant l'ANPE ainsi que des cheminots en gare de Juvisy. Cette semaine, des délégations se rendront dans différents hôpitaux de l'assistance publique. Les grévistes font deux assemblées générales par jour. Pour soutenir les grévistes, téléphonez au 942-68-68.

AILLEURS, A L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Les manipulateurs-radio, font des grèves à répétition : ils en ont fait le 8 mars, ils en prévoient d'autres : le 13, les 20-21 et les 27-28-29 de ce même mois pour obtenir 250 F d'augmenta-



1978 : les hospitaliers de Montpellier manifestent. Cette année les hospitaliers mènent à nouveau des luttes pour les effectifs et les conditions de travail. En ce moment les employés de l'hôpital de l'assistance publique Joffre Dupuytren font grève

tion et une semaine de congé en hiver. A La Salpêtrière, les radios ont envahi le bureau du directeur, le 7 mars, refusant que des infirmières fassent le boulot des grévistes. Le 9, ce sont les élèves-radio qui en feront une à leur tour.

A la pharmacie centrale, il y a aussi des actions sporadiques contre les mauvaises conditions de travail sur les chaînes, le bureau du directeur en particulier a été occupé. Rappelons aussi que les élèves-infirmières ont prévu une grève pour le 13 mars.

René BREAND

Paris Grève des travailleurs de l'entreprise Renier

RENIER sous-traite le nettoyage des wagons SNCF à Paris-Est, Ourcq, Noisy et Pantin. Il a arraché le marché en proposant des prix plus bas que la Ferroviaire qui exploitait les chantiers précédemment. Il gagne la différence sur le dos des ouvriers (femmes et immigrés exclusivement !) qui ont perdu jusqu'à 300 francs par mois en changeant de patron. Par exemple une femme qui travaille en 2X8 au nettoyage intérieur ne fait pas 2 000 francs par mois.

La grève a démarré à l'annonce d'une mise à pied injustifiée contre un travailleur.

- Leurs revendications sont :
- 2 300 F net par mois ;
 - Heures de dimanche majorées à 100 % ;
 - La mensualisation ;
 - Le treizième mois.

Pour les faire aboutir, ils occupent les locaux et font des rondes dans les chantiers pour empêcher les intérimaires de briser leur grève.

Mortagne (Orne) Seule l'action paie !

Depuis 17 jours, deux militants syndicaux CFDT avaient entrepris une grève de la faim à l'église de Mortagne (Orne).

Cette action avait pour but de dénoncer la répression syndicale dont ils sont victimes depuis plus de quatre ans. Ayant participé activement à une grève et occupation d'usine pour lutter contre les licenciements et mainte-

nir l'emploi sur place, ces militants se sont vu refuser la réembauche dans leur usine et le patronat, avec la complicité des pouvoirs publics, leur refusait systématiquement un emploi dans la région.

Dès le début de leur grève de la faim, Joseph et Antoine ont tenu à se solidariser avec les travailleurs en lutte contre les licenciements (Tourouvre) et avec les chômeurs isolés de la région.

Une large solidarité s'est développée autour de leur lutte, 30 à 40 personnes chaque jour venaient les soutenir. L'union de secteur CFDT de Mortagne a organisé la solidarité entre travailleurs actifs et chômeurs ; plusieurs rassemblements (150 personnes) ont démontré la volonté des travailleurs de la région de s'unir pour mieux combattre les licenciements et la répression syndicale.

Cela a contraint les élus locaux et les pouvoirs publics à trouver des solutions d'emploi pour nos deux camarades.

Cette victoire obtenue grâce à l'unité qui s'est forgée entre les travailleurs de la région est un acquis important et a permis de rompre l'isolement des chômeurs et de renforcer la solidarité entre travailleurs actifs et chômeurs de la région.

Ce n'est pas seulement la victoire de nos deux camarades, c'est le début d'une prise de conscience que seule la lutte paie et que ce n'est qu'unis, déterminés et organisés que nous obtiendrons :

De travail pour tous

Correspondant local Mortagne (Orne).

Montreuil (93) Non aux licenciements !

CHEZ Lecomte (entreprise de déménagement) le personnel s'est mis en grève illimitée contre la répression anti-syndicale de leur direction. Dès février, lorsque les syndiqués CGT ont fait part au directeur de leur intention de faire élire les délégués du personnel, des tracasseries se sont portées sur une partie du personnel.

Il y eut d'abord des menaces à l'égard de travailleurs combattifs. La section CGT tenant toujours bon, alors la direction pour décapiter la section syndicale se prononça pour trois licenciements ! La grève démarra aussitôt fin février. Pour le moment, ils n'occupent pas les locaux.

Les employés de chez Lecomte se battent pour :

- La suppression des trois licenciements.
- Que les élections des délégués se tiennent normalement (comme le prévoit la loi).

Correspondant

BLOC-NOTES

TOURS

Montages-diapos sur la justice et l'art en Chine

Deux soirées sont organisées par l'Association des amitiés franco-chinoises.

Le mercredi 14 mars : un montage-diapos intitulé : « Le peuple chinois devant l'art impérial et révolutionnaire » présenté par un professeur de philosophie à la suite d'un voyage sur l'art.

Le jeudi 15 mars : un montage-diapos sur la justice en Chine présenté par deux juges ayant effectué un voyage-enquête sur la justice.

Ces deux soirées auront lieu au CNP (cinéma national parallèle) rue des Ursulines à Tours.

MARSEILLE

Débat sur la lutte du peuple corse

Le débat organisé par le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) aura lieu le vendredi 16 mars à 20 h 30 à la Fraternité de la Belle de mai - 7, boulevard Burel à Marseille.

ELANCOURT

Gala de soutien organisé par les postiers de Trappes en grève

A la « Maison pour tous » centre des 7 mares - Elancourt. Le mardi 13 mars à 20 h 30 avec Eugen Kirjueh, Yvan Dautin, Faqfayhaurman.

Le PCML vient d'éditer de nouvelles plaquettes

DOSSIERS

3F

Quelques éléments pour comprendre

LE CONFLIT VIETNAM-CAMBODGE



DOSSIERS

9,5F

LA NOUVELLE LOI-CADRE AGRICOLE



Passez vos commandes

Qu'est-ce que c'est ?

Parti communiste marxiste-léniniste

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM.
PRÉNOM.
Lieu de travail.
Adresse.
Code postal.

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druenne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPF
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

LA production minière mondiale, y compris les hydrocarbures, représente 6 % de la production totale. Les matières premières minérales non énergétiques ne représentent que 14 % de ce chiffre, soit moins de 1 % de la production totale de notre planète. Cependant, l'importance politique de ces matières premières dépasse très largement ce que suggèrent ces chiffres. Un examen de la situation des différents pays industriels par rapport à la sécurité de leurs sources d'approvisionnement permet de mieux comprendre la stratégie actuelle de l'URSS dans sa course à l'hégémonie mondiale.

L'approvisionnement en matières premières minérales constitue un enjeu stratégique de premier ordre, pratiquement aussi important que le pétrole, pour les pays qui en importent une part importante et dont les sources d'approvisionnement ne sont pas très sûres.

QUAND LES CAPITALISTES SCIENT LA BRANCHE SUR LAQUELLE ILS SONT ASSIS

Pour tenter de résoudre la crise, sans renoncer à un mode de croissance fondé sur une consommation toujours plus grande d'énergie et de matières premières, les pays capitalistes ont mis au point une stratégie de « relocalisation » industrielle organisée autour de trois axes :

- 1) Exploitation de la main-d'œuvre bon marché des pays du tiers monde ;
- 2) Vente à ces pays d'équipements et d'armements, moyen commode de s'assurer un excédent commercial capable de cou-

Comme les recettes d'exportation qui pourraient permettre le décollage de ces pays sont absorbées pour l'essentiel par les investisseurs étrangers et leurs relais locaux, le peuple vit dans une grande misère, et seuls des régimes autoritaires sont en mesure de contrôler, pour un temps du moins, des situations souvent explosives. Comme l'a dit récemment le gouvernement français, les courants d'approvisionnements en matières premières sont, de ce fait, « exposés à des risques de nature politique ».

LES LIGNES D'APPROVISIONNEMENT DE L'EUROPE DANS LE COLIMATEUR DE L'URSS

Ces données permettent de mieux comprendre le jeu actuel de Brejnev. Ce que convoite l'Union soviétique, c'est l'Europe, mais pour une raison précise : son immense potentiel industriel. C'est dire qu'une Europe ravagée par la guerre ne l'intéresse pas tellement, ce qu'elle sou-

Les Etats-Unis ne s'y trompent pas, ils savent que si l'Union soviétique parvenait à ses fins, l'Europe tomberait sans combat dans son orbite comme un fruit mûr. C'en serait fini de leur hégémonie et l'Amérique aurait vécu en tant que superpuissance. C'est bien pourquoi, récemment, le secrétaire américain à la Défense, Harold Brown, a dit qu'il estimait que son pays et l'Union soviétique pourraient être entraînés dans un conflit qui éclaterait à propos des ressources naturelles du tiers monde.

LES ETATS-UNIS SE PREPARENT A RIPOSTER

Il ne s'agit pas là de propos en l'air. Pour parer à toute éventualité, le Pentagone est en train de mettre au point les plans d'une force extrêmement mobile capable de frapper fort en dehors de la zone de l'OTAN. Le but des stratèges américains est de forger un outil (ou plusieurs) répondant aux be-

DES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT PEU SURES

Héritée de son passé colonial, la répartition géographique de ses sources d'approvisionnement rend la situation française fragile. L'essentiel des matières premières nécessaires à la France vient du tiers monde et particulièrement d'Afrique :

- Phosphates : 40 % importés du Maroc, 39 % du Sénégal et du Togo.
- Cobalt : 63 % importé du

Zaire, le reste du Maroc.
 - Fer : 16 % importé de Mauritanie.
 - Manganèse : 51 % importé du Gabon, 40 % d'Afrique du Sud.
 En outre 40 % des importations de cuivre de la CEE viennent du Zaire et de Zambie. L'Afrique du Sud est le fournisseur prépondérant de la France pour le chrome, le vanadium, le platine, l'or et le diamant. Mais pour ces matériaux stratégiques, le second fournisseur de la France n'est autre que l'URSS.

Le Japon : une vulnérabilité que tempère le traité sino-japonais

LE Japon doit importer la quasi-totalité de ses matières premières, ce qui le rend très vulnérable. De ce fait, deux objectifs sont pour lui d'une importance primordiale :

devant de la volonté des pays du tiers monde de s'affranchir du contrôle direct des grandes sociétés minières occidentales sur leurs ressources naturelles. C'est ainsi que le Japon a tissé des liens privilégiés avec l'Australie,



Une mine de phosphates au Maroc

- 1) Garantir la sécurité de ses routes maritimes, à cet égard le détroit de Malacca est à considérer comme sa veine jugulaire ;
- 2) S'assurer des sources d'approvisionnement et des débouchés plus proches et moins exposés.

A ces fins, le Japon a su développer une politique de contrats d'approvisionnement à long terme. Le succès de cette politique tient à ce qu'elle allait au-

l'Indonésie et les Philippines. Le traité sino-japonais signé en août dernier relève de la même logique. Important fournisseur de matières premières, la Chine offre aussi au Japon un immense marché potentiel. Les économies des deux pays sont donc complémentaires, alors qu'avec les USA et l'Europe la concurrence est vive pour les industriels japonais.

Les matières premières : enjeu stratégique

vir la facture pétrolière ;
 3) Extension des facilités de crédit, ce qui a pour effet d'aggraver l'endettement des pays socialement et politiquement instables.
 Cette stratégie soumet des civilisations et des structures traditionnelles aux traumatismes d'une « modernisation » forcée qui s'accompagne toujours d'un haut niveau de corruption. Par ailleurs, elle provoque un développement accéléré de prolétariats urbains dont la lutte de classe vient se conjuguer avec les conflits de civilisation et les revendications démocratiques de diverses couches sociales.

haïterait, c'est qu'elle tombe sans combat sous sa dépendance pour pouvoir l'exploiter à son profit.
 Cela explique l'hostilité soviétique à la construction européenne dans la mesure où l'Europe par ce moyen s'affranchit de la tutelle américaine sans pour autant tomber sous sa houlette. Cela éclaire aussi les véritables motifs des multiples interventions soviétiques dans le monde : elles visent soit à mettre la main sur des fournisseurs de matières premières des pays capitalistes, soit à contrôler les voies d'acheminement des produits stratégiques.

soins spécifiques d'interventions dans des régions offrant des caractéristiques extrêmement variées. Et Harold Brown a précisé que « de telles opérations, spécialement conçues en fonction des gisements de matériaux stratégiques, risquent d'entraîner un conflit avec l'URSS. »
 L'approvisionnement en matières premières des Etats-Unis jouissant d'une relative sécurité, s'ils attachent tant d'importance ce problème, c'est qu'ils sont conscients des conséquences catastrophiques qu'aurait pour eux un contrôle de l'Union soviétique sur les approvisionnements de l'Europe.

Henri BERTHAULT

La France : une situation précaire

LA production minière nationale (nickel de la Nouvelle Calédonie compris) ne couvre que 15 % des besoins. Le recyclage (essentiellement ferrailles et cuivre) fournit 30 % de la consommation. Les importations représentent donc 55 % des besoins en matières premières de la France.

UNE DEPENDANCE IMPORTANTE

La dépendance de l'étranger est nulle pour quatre substances seulement : le soufre, la potasse, la fluorine et l'ura-

niium. Il en est de même apparemment pour le fer, l'aluminium et le nickel, mais :

- 1. Le minerai de fer de Lorraine trop pauvre est exporté pour l'essentiel et la sidérurgie française utilise surtout des minerais riches importés du Brésil, de Mauritanie, du Libéria, d'Australie et de Suède.
- 2. Pour l'aluminium, les gisements français de bauxite (d'où on tire l'aluminium) seront épuisés d'ici quinze ans.
- 3. Officiellement, la France produit 100 % de ses besoins en nickel, mais 80 % de celui-ci vient de Nouvelle-Calédonie. Pour toutes les autres substan-

ces la dépendance se situe au-delà des 60 % :

- Environ 60 % pour le cuivre et le platine (les 40 % restants venant de la récupération).
- Environ 60 % pour le plomb et le tungstène (les 40 % restants venant pour une part de la récupération et pour l'autre des mines de l'Aveyron et de l'Ariège).
- Entre 70 et 90 % pour le cobalt, le chrome, l'étain, le molybdène, le zinc et les phosphates.
- Proche ou égal à 100 % pour l'antimoine, l'argent, le titane, l'amiant, les borates, le vanadium, le zirconium et le diamant.

Les Etats-Unis : une relative sécurité

LES Etats-Unis ne suffisent à leurs propres besoins en matières premières que pour le molybdène et le magnésium. Pour tous les autres produits (cuivre, plomb, zinc, étain, chrome, manganèse, etc.) ils n'ont pu satisfaire leur consommation qu'en augmentant leurs importations. Il n'ont guère de sécurité que pour le nickel qui leur vient essentiellement du Canada.
 Les investissements miniers américains à l'étranger sont considérables (de l'ordre des deux tiers du total des investissements miniers à l'étranger du monde occidental). Ces investissements miniers américains sont pour les trois quarts concentrés en Amérique latine, ce qui représente

pour les Etats-Unis une relative sécurité d'approvisionnement.
 Un point noir : le chrome. Les Etats Unis importent le tiers de la production mondiale de ce matériau stratégique dont les principaux producteurs (en dehors de l'URSS) sont la Turquie, l'Afrique du Sud, la Rhodésie et les Philippines. Bien que « protégée » par son appartenance à l'OTAN, la Turquie vient de connaître des troubles sérieux marqués par de violentes manifestations anti-américaines. Compte tenu des luttes de libération en Afrique australe, qui oserait considérer l'Afrique du Sud et la Rhodésie comme des fournisseurs sûrs ? Quant aux Philippines, la dictature du président Marcos n'est pas sans rappeler celle du Shah.